

OEA : « Le mandat du président Jovenel Moïse arrivera à terme le 7 février 2022 »



Au cours de ces derniers jours le débat fait rage concernant la durée du mandat de l'actuel locataire du palais national, Jovenel Moïse. Pour la classe politique haïtienne, le mandat de M. Moïse devrait prendre fin le 7 février 2021. Une position rejetée par le secrétariat général de l'organisation des États Américains (OEA).

Haïti/Covid-19: entre l'irresponsabilité de l'État et la négligence de la population, à qui la faute ?

Malgré la barre des 1000 personnes testées positives à la Covid-19 franchit, une grande partie de la population haïtienne ne croit pas toujours en la présence de ce virus dans le pays. Force est de constater que ces personnes se livrent à leurs routines quotidiennes et suivent les mêmes principes qu'auparavant.

International



Donald Trump annonce que les États-Unis mettent fin à leur relation avec l'OMS

Economie



BM : 159 millions us pour améliorer la connectivité du transport aérien dans les caraïbes

Sport



Matt Brase: " Rien ne va nous enlever notre passion et notre désir de progresser"

+ (509) 38 86 30 30

lequotidiennews24@gmail.com

Nèt Lakay
NOUVO sèvis entènèt sou mache a ki pèmèt ou rete konekte nèt ale

Nèt Lakay 20
20 Mbps / 4 Mbps
\$149

Digicel



Carl Daniel Jean Louis
GRAPHIC DESIGNER



APPELEZ MAINTENANT + (509) 4 811 93 34

PREVANSYON KONT KOVID-19



LAVE MEN NOU
AK DLO AK SAVON



TOUJOU METE
MASK LE NOU SOTI



EVITE KONTAK
AK MOUN

OEA : « Le mandat du président Jovenel Moïse arrivera à terme le 7 février 2022 »



Au cours de ces derniers jours le débat fait rage concernant la durée du mandat de l'actuel locataire du palais national, Jovenel Moïse. Pour la classe politique haïtienne, le mandat de M. Moïse devrait prendre fin le 7 février 2021. Une position rejetée par le secrétariat général de l'organisation des États Américains (OEA).

Dans un message publié ce vendredi 29 mai, l'OEA a précisé que le mandat du président de la République, Jovenel Moïse prendra fin le 7 février 2022. « En ce sens, le Secrétariat général de l'OEA exhorte l'ensemble des forces politiques de la République d'Haïti à trouver un cadre de coopération en vue de se conformer à la lettre et l'esprit de l'ordre constitutionnel en respectant le mandat présidentiel de cinq ans », a-t-on écrit.

En outre, on a ajouté que le processus électoral et la durée du mandat présidentiel résultent d'un calendrier, antérieurement défini, prévu par la constitution haïtienne. « Comme le stipulent les textes fondateurs du système interaméricain, les gouvernements légitimes n'émanent que d'élections libres et régulières », a laissé croire l'OEA.

Par ailleurs, l'OEA promet de continuer à suivre

l'évolution de la situation en Haïti. « En parallèle, l'OEA demeure prête et dispose à travailler avec toutes les parties impliquées dans la recherche de la meilleure solution pour le peuple haïtien », lit-on dans ce message.

Votre publicité ici

Nèt Lakay

NOUVO sèvis entènèt sou mache a Ki pèmèt ou rete konekte nèt ale

Nèt Lakay 20
 ↓ 20 Mbps ↑ 4 Mbps
 Pri : **\$149**

SPEEDTEST AWARDS by OEA/IA FASTEST 2019

Òt sa disponib nan zòn Potoprens ak zo

Digicel

Haïti/Covid-19 : 5 sud-coréens et 2 haïtiens testés positifs au Parc Industriel de Caracol



7 personnes, dont 5 sud-coréens et 2 haïtiens infectées à la Covid-19 au Parc Industriel de Cacacol situé dans le département du Nord'Est. C'est ce qu'a révélé le secrétaire général de la centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH), Fignolé Saint-Cyr, le jeudi 28 mai 2020.

Alors que le nombre de cas testés positifs ne cesse d'augmenter dans le pays, il semble attaquer tous les secteurs de la vie nationale. Tel est le cas des ouvriers du parc industriel de Caracol situé dans le Nord-Est du pays où il y a 7 personnes testées positives à la Covid-19.

Cinq de ces 7 personnes sont des responsables des usines du complexe du parc industriel de Caracol, selon le syndicaliste Fignolé Saint-Cyr

mentionnant que ces malades reçoivent des soins dans un centre hospitalier du département alors que l'entreprise continue de fonctionner comme à l'ordinaire.

M. Saint-Cyr profite de cette occasion pour dénoncer l'attitude des autorités gouvernementales qui, jusqu'à date n'ont pris aucune disposition pour fermer provisoirement les usines concernées pour éviter d'autre cas de contamination. Il demande au gouvernement de procéder à cette fermeture provisoire du parc en donnant 50 à 75 mille gourdes à chaque ouvrier.

Jean Wedson Fortil

Votre publicité ici

PREVANSYON KONT KOVID-19



LAVE MEN NOU
AK DLO AK SAVON



TOUJOU METE
MASK LE NOU SOTI



EVITE KONTAK
AK MOUN

PROC-19 : sensibilisation, aspersion, distribution de masques et de solution chlorée dans plusieurs communes du pays



Après la réalisation de trois (3) journées de sensibilisation dans la communauté de Martissant au cours du week-end des 15, 16 et 17 mai derniers, la Plateforme de Réponse des Organisations de la société civile à la COVID-19 (PROC-19), coordonnée par le VDH et l'AGERCA, a continué la mobilisation en parcourant plus d'une dizaine de communes du pays ce dimanche 24 mai 2020. A Port-au-Prince, Delmas, Petion-Ville, Carrefour, Cité-Soleil, Croix-des-Bouquet, Tabarre, Cabaret, Point-à-Raquette, Verette, Port-de-Paix, l'île de la Tortue, Mirebalais, Miragoâne et Arnaud, les équipes ont distribué des masques, passé des messages de sensibilisation et effectué des aspersion au Chlore.

Cette campagne de sensibilisation réalisée autour du thème : « An'n mobilize toupatou poun lite kont kowonaviris » a mobilisé la participation de plusieurs entités de PROC 19 dont l'AGERCA, le VDH, le CPDEP, la DIGICEL et plusieurs autres membres.

Les actions vont continuer sans relâche le week-end prochain et afin de lutter contre la COVID-19 qui continue à se propager dans le pays. En effet, tous les départements du pays sont touchés et Haïti dépasse les 1,000 cas confirmés avec une transmission locale de plus de 900 cas et le recensement d'au moins un (1) cas dans

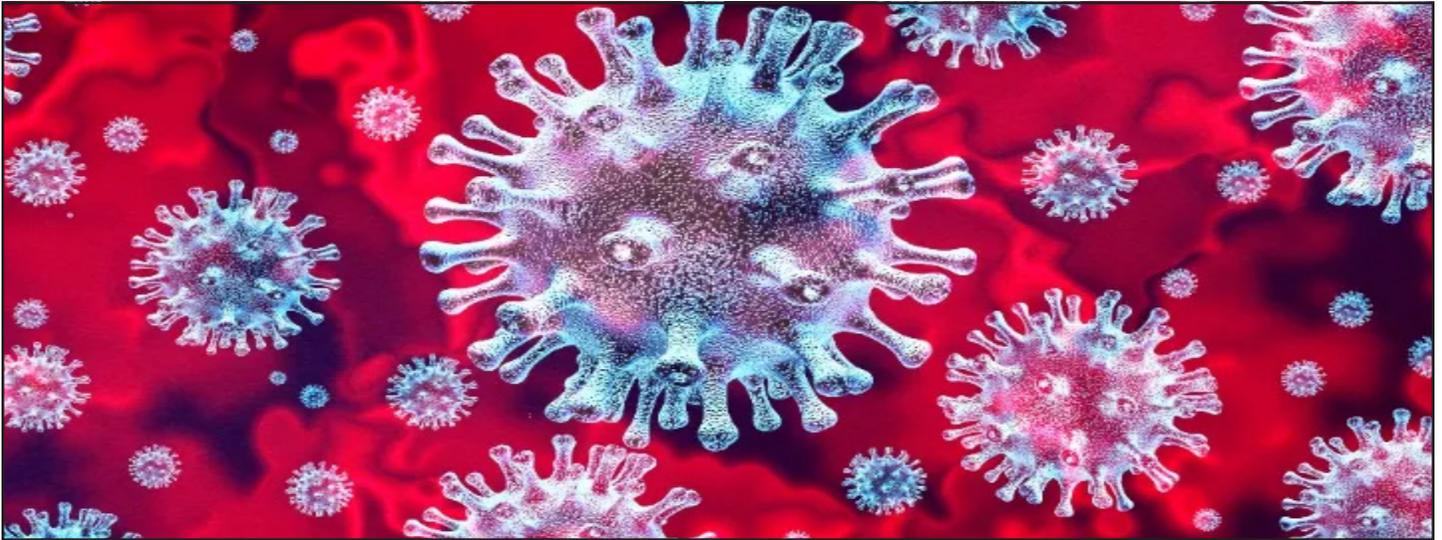
nombreuses institutions publiques et privées. Nous semblons donc avancer vers une période critique de cette maladie.

Par ailleurs au niveau mondial, selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le bilan actuel fait état de plus de 5 millions de cas confirmés et plus de 330.000 décès. En attendant un médicament capable de guérir ou la production d'un vaccin, la sensibilisation aux gestes barrières comme le port de masque, le lavage régulier des mains, la distanciation sociale, constitue la seule parade efficace afin de se protéger et de réduire la propagation du virus.

Au travers de la PROC-19 qui regroupe une quarantaine d'associations et d'entreprises et qui bénéficie de l'appui du projet PREPOMPP de l'UE, la société civile entend jouer son rôle dans la sensibilisation de la population sur le terrain et sur les plateformes numériques notamment les réseaux sociaux. Elle vise à continuer cette campagne de sensibilisation dans d'autres communes du pays de concert avec les organisations locales afin de responsabiliser la population, l'inciter à respecter les consignes de sécurité notamment le port du masque et l'adoption des gestes barrières.

Les deux co-coordonnateurs de la plateforme, Charles Tardieu de VDH et Gérard Laborde d'AGERCA se disent particulièrement inquiets de la progression de la maladie au cours de ces derniers 10 jours et du déni de la population face à ce virus très contagieux. Encore une fois, ce n'est pas le virus qui se propage mais les gens qui le transmettent de personne à personne. Il est impératif de se protéger individuellement avec le port du masque et pratiquer les gestes barrières qui restent à ce jour le meilleur moyen de se prémunir et protéger la famille, l'entourage, les amis et les collègues de travail. Ensemble, nous pouvons empêcher la maladie de se propager en restant soudés et solidaires, disent-ils en chœur et surtout dès que des symptômes apparaissent, isolez-vous et appelez gratuitement le 2020 qui vous indiquera les démarches à entreprendre.

Haïti/Covid-19: entre l'irresponsabilité de l'État et la négligence de la population, à qui la faute ?



Malgré la barre des 1000 personnes testées positives à la Covid-19 franchit, une grande partie de la population haïtienne ne croit pas toujours en la présence de ce virus dans le pays. Force est de constater que ces personnes se livrent à leurs routines quotidiennes et suivent les mêmes principes qu'auparavant. De là, il y a ignorance des dispositions prises par le gouvernement dans l'état d'urgence sanitaire décrété depuis le 19 mars et renouvelé à deux (2) reprises.

Échoué dans ses stratégies de communication durant les deux premiers mois de l'état d'urgence sanitaire, le gouvernement tente de le compenser avec des dispositions répressives pour forcer la population à changer de comportement afin de lutter contre la propagation de la Covid-19 dans le pays. Une autre disposition partante pour l'échec.

En fait, comme depuis le 19 mars, seule la fermeture des écoles, des universités étaient strictement respectées dans les dispositions de l'état d'urgence sanitaire. L'interdiction des rassemblements de plus de 10 personnes réduit à 5 dans le décret du 21 mai et le port du masque obligatoire dans les lieux publics s'avèrent le plus grand défi à relever.

Selon le constat d'un reporter du journal Le Quotidien News, dans la ville des Gonaïves, il n

y a pas trop grand changement dans la conduite des gens. En effet, la grande majorité fonctionne comme à l'ordinaire. Dans cette ville qui compte plus de 20 cas confirmés, selon le dernier bilan du Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), la majorité des gens ne respecte pas les règles barrières. Le port du masque devient embêtant, selon des personnes habitant cette ville interrogées par le journal.

“Man Fefe”, une épicière ambulante qui vend chaque mercredi et samedi, respectivement le lendemain du marché de poteau (opoto) (mardi / vendredi) confie à Le Quotidien News qu'elle ne porte pas de masque quand elle fréquente le marché. « si te gen kowonaviris nan peyi a, dat y ap pale a, t ap gen moun ki t ap rete? » a-t-elle martelé. Pour la question de lavage des mains, cette marchande rappelle qu'elle le fait quand c'est possible. « m lave menm lè m gen pou m lave l, jan sa te konn fèt anvan ». « si se lave men ki t ap fè moun pa gen maladi sa, nou panse tout blan sa yo t ap mouri? » a-t-elle poursuivi. An se lave men m ki fè m pap pran maladi a? », conclut-elle.

Francillon, “un chauffeur de taxi moto” raconte qu'il porte le masque au demande des passagers. « On m'a donné ce masque, je le porte sur moi et l'utilise au besoin, car bon nombre de passager aime prendre les chauffeurs ayant un masque », raconte-t-il. « Si m pa mete l, m ka soti nan

lari a m rantrè bòk chèch apre jounen an », rappelle-t-il. Toutefois, il reste pessimiste quant à la présence du virus dans le pays.

L'usage coutumier et les habitudes concernant le transport public restent toujours les mêmes. Dans les « tap tap » couramment appelés "camionnette", moyen de transport très populaire dans la cité de l'indépendance, on continue à compter pas moins de plus 10 passager aux abords. «Même si c'est embêtant, j'essaie de le mettre dans le "tap tap" et l'enlever à ma descente », déclare un passager avec le masque sous son menton. Concernant la problématique de peur qu'une personne soit infectée dans le « tap tap » puisqu'il est impossible de respecter les 2 mètres

de distance, il rappelle que le pays n'a pas de dirigeant, il faut qu'on se doute de leurs propos. Dieu seul sait s'il y a une pandémie en Haïti, a-t-il ajouté.

Malgré la planification des stratégies de répression comme l'emprisonnement, amendes et autres pour les personnes qui ne respectent pas les règles barrières imposées par le gouvernement pour protéger la population contre la covid-19, le doute reste planer sur la majorité concernant la présence de cette pandémie dans le pays. N'est-ce pas le gouvernement un mauvais messenger?

Jean Wedson Fortil

Nèt Lakay

NOUVO sèvis entènèt sou mache a Ki pèmèt ou rete konekte nèt ale

Nèt Lakay 20
 ↓ 20 Mbps ↑ 4 Mbps
 Pri :
\$149

SPEEDTEST AWARDS
 by OOKLA
 FASTEST
 2019

Òf sa disponib nan zon Potoprens ak zo

Digicel

Deuxième soirée de manifestations après la mort d'un Noir américain aux mains de la police



Des manifestants se sont rassemblés mercredi pour la deuxième soirée consécutive à Minneapolis, où la mort d'un Noir après son arrestation violente par des policiers a provoqué colère et appels à ce que justice soit faite.

Le chef de la police de la ville du Nord des Etats-Unis a demandé aux manifestants de garder leur calme pour ne pas connaître les mêmes débordements que la veille.

Les vitres d'un commissariat avaient notamment été brisées mardi soir et les forces de l'ordre avaient répliqué en utilisant du gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc.

La famille de George Floyd, un Afro-Américain de 46 ans décédé après une arrestation brutale dont la vidéo est devenue virale, a réclamé mercredi que les policiers impliqués soient inculpés pour meurtre.

« Car c'est exactement ce qu'ils ont fait, ils ont commis un meurtre contre mon frère », a affirmé sur la chaîne NBC sa soeur, Bridgett Floyd.

« J'ai la foi et je crois que justice sera rendue », a-t-elle ajouté, affirmant que le renvoi des policiers n'était « pas suffisant ».

Les quatre policiers impliqués dans l'arrestation

de M. Floyd ont été limogés mardi, mais laissés en liberté alors qu'une enquête a été ouverte.

Le maire de Minneapolis, Jacob Frey, s'est demandé mercredi « pourquoi l'homme qui a tué George Floyd (n'était) pas en prison ». « Si vous ou moi avions fait cela, nous serions en ce moment derrière les barreaux », a-t-il affirmé.

Le président Donald Trump a écrit sur Twitter qu'il avait demandé à la police fédérale (FBI) et au ministère de la Justice de faire la lumière sur cette disparition « triste et tragique ».

« Mes pensées vont à la famille et aux amis de George. Justice sera rendue! », a-t-il promis.

Votre publicité ici

Donald Trump annonce que les États-Unis mettent fin à leur relation avec l'OMS



Le président américain Donald Trump a annoncé vendredi mettre fin à la relation entre son pays et l'OMS, qu'il accuse depuis le début de la pandémie de coronavirus de se montrer trop indulgente avec Pékin.

« Parce qu'ils ont échoué à faire les réformes nécessaires et requises, nous allons mettre fin aujourd'hui à notre relation avec l'Organisation mondiale de la Santé et rediriger ces fonds vers d'autres besoins de santé publique urgents et mondiaux qui le méritent », a déclaré M. Trump devant la presse.

Nèt Lakay

NOUVO sèvis entènèt sou mache a KI pèmèt ou rete konekte nèt ale

Nèt Lakay	Download Speed	Upload Speed	Price
6	6 Mbps	1 Mbps	\$49
10	10 Mbps	2 Mbps	\$79
20	20 Mbps	4 Mbps	\$149

Of sa disponib nan zon Potoprens ak zon Okap

Digicel

Matt Brase: “ Rien ne va nous enlever notre passion et notre désir de progresser”



MATT BRASE, L'ENTRAÎNEUR PRINCIPAL DE LA SÉLECTION HAÏTIENNE DE BASKETBALL ET COACH ASSISTANT CHEZ LES ROCKETS DE HOUSTON, A DONNÉ SES IMPRESSIONS APRÈS UN CAMP ORGANISÉ À MIAMI SOUS SA DIRECTION PAR LA FÉDÉRATION HAÏTIENNE DE BASKETBALL, DU 16 AU 18 AOÛT 2019.

Matt Brase, l'entraîneur principal de la Sélection Haïtienne de basketball et coach assistant chez les Rockets de Houston, a donné ses impressions après un camp organisé à Miami sous sa direction par la Fédération Haïtienne de Basketball, du 16 au 18 août 2019. L'entraîneur estime que ce camp

fut un véritable succès et l'un des pas les plus importants dans l'avenir du basketball haïtien. Il en a aussi profité d'aborder sa future promotion sur le banc des Rockets pour la saison à venir !

Qui ne se souvient pas de la cruelle décision de la FIBA l'été dernier lors du tournoi pré-qualificatif de l'Americup 2018 à Surinam contre la Sélection Haïtienne de basketball pour la disqualifier du tournoi à cause d'une question de nationalité de quelques joueurs au sein de l'équipe ? Après plus de deux décennies sans aucune présence sur la scène internationale, la Sélection Haïtienne de Basketball survolait le tournoi, mais cette décision a poussé nos compatriotes vers la sortie sans pourtant la moindre défaite. Malgré les diverses plaintes et démarches de la Fédération Haïtienne de Basketball, la décision a été retenue par les organisateurs. Une année plus tard la Fédération a décidé de prendre les devants pour éviter qu'une telle situation se reproduise à l'avenir. Du 16 au 18 août 2019, a eu lieu un camp composé de jeunes talents Haïtiens pouvant porter les couleurs de la sélection nationale sans être considéré comme des apatrides à l'avenir !

Matt Brase, comment-allez vous ? Comment se déroule l'été pour vous ?*

Je vais super bien, je suis actuellement à Houston, je reviens tout juste de Miami où j'animais un mini camp avec la sélection haïtienne de basket. 21 joueurs haïtiens ou haïtiano-américains en ont pris part durant 3 jours et 4 sessions de travail. Dans l'idée de faire connaissance avec des joueurs qu'on n'a pas encore vus, mais aussi de retrouver des joueurs avec lesquels on a travaillé durant l'été passée dont Kervin Bristol et Sylla.

Faisant parti du staff des entraîneurs de Houston Rockets, avez-vous une nouvelle spéciale à annoncer au public haïtien ?

Avec Houston, l'année dernière, on a eu une bonne saison. C'était ma première saison comme assistant coach. J'étais le coach principal de l'équipe de la « Summer League ». Je continue de grandir et de prendre de l'expérience avec

l'équipe de Houston. L'année dernière, je m'assois par derrière, j'étais le 4e assistant coach : responsable de statistiques quelque chose du genre. Cette année, je vais m'asseoir dans le banc avant et je serai le 3e assistant coach. Les discussions avec les dirigeants vont démarrer en septembre prochain, lorsque Mike D'Antoni reviendra de ses vacances ainsi nous aurons à discuter un peu plus des termes de références, rôles et responsabilités de tout le monde dans le staff.

Près de deux ans après avoir été nommé entraîneur principal de la sélection haïtienne de basketball. Parlez-nous un peu de votre parcours jusqu'à présent et votre expérience avec la FHB ?

Ça va très bien ! La fédération est incroyable, tous les membres se montrent impliqués. C'est un parcours excitant jusque-là. Durant la première année où j'ai été sélectionné comme entraîneur, on a peu visité Haïti et on a profité pour réaliser des camps de basket, rencontrer des responsables avec qui on a eu des discussions au téléphone. L'année dernière, on a pu représenter le pays à Suriname, c'était une première depuis plus de 37 ans et cela a été très excitant de faire cette expérience. Cet été, encore une fois, on a été en Haïti et on a organisé de multiples camps pour les garçons, les filles, un camp spécial pour l'équipe nationale de basket pour pouvoir identifier quelques talents sur l'île. On a organisé des cliniques avec les entraîneurs locaux. C'est important de travailler avec les parties prenantes du basket présent sur le territoire haïtien. La semaine dernière à Miami on a aussi travaillé avec 21 joueurs évoluant aux Etats-Unis, toujours dans l'idée de continuer à construire et de voir les joueurs, travailler avec eux et monter une équipe nationale solide sur la scène internationale.

Ce camp dont vous parlez, a eu lieu en Floride du 16 au 18 août 2019. Quels ont été les objectifs de ce camp ? Avez-vous travaillé sur quelque chose spécifique lors de ce camp ?

L'idée a été de regrouper un groupe de joueurs qui peuvent être considérés comme la génération d'avenir du basket haïtien. Il était important de rencontrer pour la première fois certains joueurs pour leur enseigner quelques techniques, partager avec eux le style dont nous voulons

jouer, évaluer leur niveau, et nous allons essayer de garder contact avec eux peu importe qu'ils évoluent au niveau, secondaire, universitaire, ou professionnel. Le principal objectif est de poser une bonne base, avec un dialogue franc avec notre groupe (joueurs et entraîneurs), pour évaluer nos points forts et points faibles et ainsi conseiller à nos jeunes comment ils peuvent s'améliorer constamment !

Aviez-vous eu une tranche d'âge requise pour les joueurs lors de ce camp ?*

Non pas du tout ! Nous avons voulu regrouper des joueurs qui vivent aux Etats-Unis, mais qui sont des Haïtiens, des joueurs qui ne sont pas nécessairement nés en Haïti, mais qui ont des parents haïtiens et qui peuvent porter les couleurs du pays. On a voulu regrouper le plus de monde possible, il n'y avait pas une tranche d'âge spécifique. On a réuni des joueurs qui peuvent représenter le pays à l'échelle internationale, ils étaient des universitaires et des joueurs professionnels.

Quels ont été les joueurs professionnels qui ont donc pris part dans ce camp ?

Kervin Bristol évoluait à Londres l'année dernière, il a joué en Lituanie auparavant, Cady Lalanne qui a été drafté par les Spurs de San Antonio est venu pour observer durant 2 jours, et Skal Labissière qui joue avec les Trailblazers de Portland était aussi présent avec nous pendant une journée. C'était une bonne chose pour les jeunes joueurs d'avoir eu l'opportunité de rencontrer Skal, Lalanne. Ce sont deux jeunes qui sont nés en Haïti, qui ont pu atteindre le plus haut niveau. Il était important que ces gars soient là avec nous pour supporter et rencontrer en personne les jeunes de cette génération. Ces deux-là ont été toujours disponibles pour nous à chaque fois qu'on avait besoin d'eux.

Qu'est-ce qui vous a le plus impressionné durant ce camp ?

À chaque fois que je suis en contact des joueurs haïtiens, je suis toujours impressionné par leur amour pour le sport. Durant les 3 jours, nos joueurs ont joué avec beaucoup de confiance, beaucoup d'engagement, ils ont joué avec

beaucoup de rigueur. Ils ont montré leur passion et amour pour le sport. Je suis si excité à propos de l'avenir de l'équipe haïtienne de basketball et de la possibilité qu'on a d'accomplir de grandes choses à tous les niveaux. Avec le développement de ces jeunes dans tout le pays, faire en sorte que ces jeunes vont à l'école, qu'ils sont nourris de manière appropriée, et tout ce qu'on peut ajouter pour avoir une équipe compétitive.

Quand est-ce que les fans haïtiens auront l'opportunité de voir ces jeunes talents à l'œuvre ?*

Nous sommes maintenant dans l'attente du prochain tournoi à savoir les pré-qualificatives de l'Americup. Et suivant ma compréhension, il est très probable que l'on participe à nouveau dans cette compétition. Pour le moment, nous attendons le calendrier ! Mais on n'a pas de compétition cet été à ce niveau. Généralement, ce tournoi se joue tous les deux ans, donc nous attendons la FIBA et l'association caribéenne de basketball d'annoncer quand la prochaine compétition internationale aura lieu. Ainsi, nous avons notre agenda disponible et ouvert à cet effet. Entretemps, le temps nous permettra d'avoir un groupe plus élargi qui sera disponible lorsque le moment s'annoncera.

Je sais que c'est un triste sujet à aborder, mais pouvez-vous revenir sur l'expérience du Suriname où Haïti a été disqualifiée pour une question de nationalité ?

En tant que groupe, nous n'avons pas bien compris les raisons de cette décision. Ce fut une expérience amère pour nous tous. Mais notre objectif maintenant, c'est vraiment de se concentrer sur le futur, nous n'allons pas laisser cet incident nous arrêter. Il y aura toujours des difficultés, des obstacles dans tous les domaines à tous les niveaux. Parfois quand quelque chose de malheureux arrive, évidemment vous êtes déçus parce que vous voulez grandir, mais parfois, c'est souvent la façon dont vous réagissez, la façon dont vous vous relevez pour avancer. De toutes les manières, rien ne va nous enlever notre passion, notre désir de progresser en tant qu'équipe pour nous projeter dans un autre niveau. Quelle que soit la mésaventure qui s'est produite en juin, cela reste derrière nous, et nous allons toujours continuer à avancer et nous

assurer que les mêmes erreurs ne se reproduisent pas. Nous continuons de regarder vers l'avant et nous faisons de notre mieux pour avoir la meilleure équipe possible.

Merci pour votre disponibilité, bonne chance avec les Rockets et succès avec la Sélection Haïtienne de Basketball !

Entrevue réalisée par:

Paul Junior Prudent*

VOTRE PUBLICITÉ ICI

MyDigicel
TOUT EN UN SEUL ENDROIT,
SIMPLE, FACILE ET SÉCURISÉ.

Telechargez l'application aujourd'hui



Nouvo jan pou jere lajan w
eskane pou voye
oswa resevwa lajan ak
QR kòd ou

Eskane foto sa a pou telechaje nouvo aplikasyon a

oswa sou telefòn ou tèl w tèl **202#

MON
Cash
Digicel

La Covid-19 menace la sécurité nationale

Éditorial



A lors que l'insécurité est en train de gagner du terrain dans le pays, deux des principaux responsables de la Police nationale d'Haïti (PNH) sont infectés du coronavirus. À ce rythme où cette pandémie affecte avec rage les institutions du pays, plus d'un redoute une expansion des cas testés positifs au rang des agents de l'ordre. Ce sera le pire des scénarios auxquels la population aurait souhaité assister.

La situation commence à se compliquer dans le pays. La pandémie qui, un mois durant, évoluait lentement a pris le large ces derniers jours au point de dénombrer les contaminés par centaine. Et, entre autres institutions frappées de plein fouet, se figure la PNH.

En effet, les deux principaux chefs de l'institution policière sont positifs à la maladie. Le haut commandement est touché, ce qui provoque une vague de réflexions sur ce que deviendra la sécurité du pays si la maladie continue de faire des victimes au rang des policiers déjà en effectif réduit et en proie à une crise sans précédent.

Testé positif, le commandant en chef doit se mettre en quarantaine pour prendre les soins nécessaires. Comme toutes les autres institutions, une psychose de peur s'y installe. Le risque est énorme. Le doute plane. Les préoccupations deviennent plus poignantes. La peur à petit feu s'installe.

Si au niveau de la DG et de l'IGPNH la maladie a déjà fait au moins trois victimes, quel est le sort des policiers qui s'exposent à longueur de journée dans les rues, dans les commissariats et sous-commissariats mal entretenus? Le défi est important à un carrefour où cette institution fait face à une rébellion de policiers actifs et non actifs qui réclamaient de meilleures conditions de travail.

Avec un lot problème à gérer tels sont l'insécurité grandissante, et des difficultés internes quel est le sort de la population si le virus affaisse les agents de l'ordre en quantité ?

Votre publicité ici



Carl Daniel Jean Louis
GRAPHIC DESIGNER
APPELEZ MAINTENANT
+(509) 4811 93 34

**JE SUIS VOTRE
GRAPHIC DESIGNER**

- ✓ Logo
- ✓ Flyers
- ✓ Banners
- ✓ Illustration
- ✓ Cartes de Visite
- ✓ Badges
- ✓ Brochures
- ✓ Social Media Design
- ✓ Book cover

Votre design aussitôt que possible!



Population et Santé Publique en Haïti : un mariage non consommé



POINT DE VUE

RUBRIQUE CONSACRÉE AUX JEUNES UNIVERSITAIRES

Politique publique et contrôle de la population sont inséparables puisqu'on ne pourrait pas bien penser pour une population dont on ne connaît pas les caractéristiques. Cette nécessité de liaison entre les deux termes précités donne, depuis la consolidation de l'État moderne, une place de choix à la démographie dans les décisions étatiques. Qu'en est-il de la disponibilité des données démographiques en Haïti ? Étant donné que le dernier recensement remontait à 2003, et l'Institut Haïtien de Statistiques et de l'Information (IHSI) ne procède que par projection ces derniers jours, la réponse est simple : le pays n'est pas bien équipé en matière d'information sur la population. Cette défaillance pourrait limiter bon nombre d'initiatives pouvant conduire à une intervention efficace pour la protection de la population, surtout les groupes vulnérables.

En ce qui concerne plus strictement le Covid-19, considérant le fait que les experts en médecine, après moules observations et analyses, s'accordent pour confirmer que le virus frappe plus durement les personnes âgées et celles souffrant déjà des maladies considérées comme dangereuses, une connaissance de la population est nécessaire pour les aider. Sur la base de ce constat, et avec des données statistiques fiables, le ministère de la santé publique pourrait, comme le font certains pays, faire une projection sur le pourcentage de la population qui est susceptible d'être tué. Un tel travail pourrait non seulement aider les décideurs dans les mesures visant à contrer la propagation du virus mais aussi mettre plus de vigilance sur la catégorie jugée plus fragile.

Malheureusement, les chiffres font défaut. Ce qui constitue un obstacle incontournable dans toute éventuelle planification en matière de protection de catégorie sociale ciblée.

«Les statistiques disent qu'Haïti est un pays de jeunes », soutient Jean Rénoël Élie dans la note introductive des cahiers du Centre en Population et Développement (CEPODE) janvier 2015, no.5 /Faculté des Sciences Humaines (FASCH). Cela peut réjouir un peu en se rappelant que le covid-19 est moins efficace sur les jeunes. Mais c'est insuffisant en ce qui concerne une politique d'intervention en matière de santé publique si toutefois l'État veut s'engager à prévenir la contamination des cibles fragiles au lieu de se contenter uniquement de dépister des cas suspects.

Honteusement, le dernier recensement remonte à 2003. Et comme on l'a déjà souligné, depuis lors, l'IHSI ne fait que procéder par projection. Sans vouloir discréditer les mérites des projections, il est important de préciser qu'elles s'agissent des techniques compensatoires. Et dans un contexte où les mouvements de population sont très rapides, on ne peut que constater une défaillance. À preuve, selon le recensement de 2003, «(...) pour une population de totale de 7 929 408, les moins de 18 ans étaient au nombre de 3 677 357, soit environ 50% du total » (idem). Tandis que, selon les projections de l'IHSI, en 2015, on a «(...) une population totale de

10 432 111 habitants dont 20,9 % de jeunes entre 15 et 24 ans » (idem). Une augmentation d'à peu près de 6 000 000 de têtes en 12 ans. De nos jours, avec la crise

administrative qui affecte l'HISI, les données sont autant indisponibles que douteuses. Ce qui rend impossible toute tentative d'avoir un pourcentage plus ou moins fiable de la somme des personnes âgées et celles souffrant d'une maladie favorable à la performance du coronavirus.

Dans cette situation, l'État haïtien n'a pas la chance de surprendre le covid-19 par le biais d'une politique d'intervention efficace en matière de santé publique dans le pays. C'est la dure tribulation d'un ministère qui n'arrive pas, au moment utile, à faire le lien entre les deux composantes de son existence : santé publique et pop-

ulation. Car les rares données déroutantes du MSPP et celles des ONG qui paraissent un peu plus systématiques ne peuvent que mousser l'inquiétude de ceux qui attendent de l'État une intervention digne de son nom.

Michelin ETIENNE

Votre publicité ici

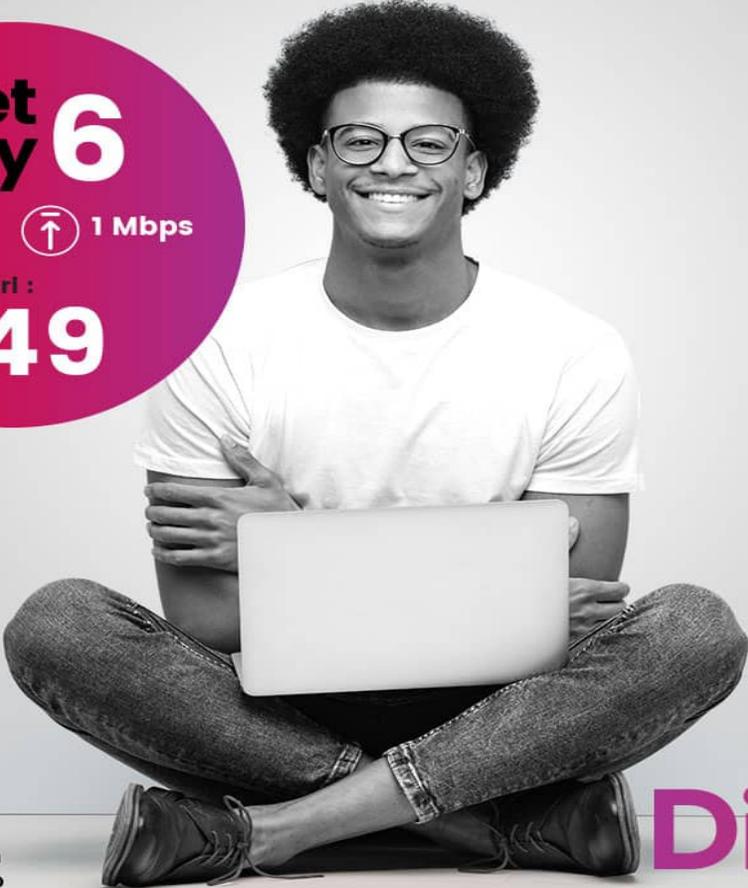
Nèt Lakay

NOUVO sèvis entènèt sou mache a Ki pèmèt ou rete konekte nèt ale

Nèt Lakay 6

↓ 6 Mbps ↑ 1 Mbps

Pri :
\$49





SPEEDTEST AWARDS
by OOKLA
FASTEST
2019

Òf sa disponib nan zon
Potoprens ak zon Okap



Et si l'on relance la production nationale?



La production nationale avait connu une protection jusqu'au début des années 1980 par des barrières douanières particulièrement élevées sur certains produits stratégiques. Le gouvernement subventionnait également quelques produits de première nécessité à l'époque, ce qui permettait de les proposer à la vente à un moindre coût et donc aux personnes pauvres d'y accéder plus facilement.

Ainsi, la production nationale parvenait à satisfaire la demande interne pour plusieurs produits agricoles, particulièrement ceux les plus couramment consommés, et le prix des matières courantes ou stratégiques était en partie contrôlable.

À partir des années 1986-1987, dans le cadre d'un plan d'ajustement structurel, les autorités haïtiennes ont abaissé les barrières douanières, de sorte que le marché national a très vite été envahi par des produits étrangers hautement subventionnés, notamment en provenance des États-Unis.

Ces mesures qui visent la libération du marché national affectent considérablement la production nationale. Car les produits alimentaires qui proviennent de l'étranger pouvaient entrer dans le pays sans payer les moindres taxes. Ce qui permettait aux produits importés de vendre à un prix plus faible que les produits locaux.

Le riz est à la base de l'alimentation haïtienne

La chute des droits de douane a provoqué la dé-

capitalisation des petits paysans, ce qui a transformé le pays, autosuffisant jusqu'au début des années 1980, en importateur de riz. En 2008, Haïti importe 82 % de sa consommation de riz.

-L'aide alimentaire représente également un handicap pour le développement de l'agriculture haïtienne. Elle représente une source de découragement pour que les paysans haïtiens continuent à travailler la terre. On constate, après la distribution de l'aide alimentaire dans le pays, une diminution des prix de certains produits agricoles haïtiens sur le marché local. Puis, la valeur de ces produits diminue considérablement et reste sur le marché parce que les gens trouvent d'autres produits alimentaires presque substituables à de meilleurs prix sur le marché. Du coup, le mépris de certains produits agricoles haïtiens engendre un dégoût chez les paysans et cela va diminuer automatiquement le rendement et la productivité des paysans.

Elle devrait orienter comme un véritable support pour l'agriculture haïtienne, telle n'est pas le cas !

-Le manque d'investissement dans l'agriculture haïtienne représente aussi un problème majeur pour sa productivité. Parce qu'il n'y a pas de banques agricoles dans les milieux ruraux qui pourraient faciliter les crédits agricoles aux paysans haïtiens. Cela réduit considérablement la productivité des paysans haïtiens et il empêche l'agriculture haïtienne de répondre aux besoins alimentaires de la population. De plus, les techniques, les outils et les pratiques qu'utilisent les paysans pour travailler la terre posent également des problèmes pour sa productivité. Ces outils (roue, machette, pioche, etc.) diminuent considérablement le rendement des paysans.

Depuis le désengagement de l'Etat dans l'agriculture, les agriculteurs haïtiens ne connaissent aucune bonne année agricole. Lorsque ce ne sont pas les inondations, les sécheresses, les cyclones et les ouragans qui anéantissent leurs plantations, c'est la volatilité structurelle des cours agricoles qui ne leur permettent pas de rémunérer convenablement leur force de travail et de rentrer les fonds qu'ils ont engagés.

Depuis 1970, l'agriculture haïtienne a constamment décliné. Sa part dans le PIB est passée de 49,2 % en 1970 à 20 % en 2018, soit une chute de 59,35%. L'agriculture représente, vu son poids dans le PIB, un important secteur dans l'économie du pays, en dépit de ses faiblesses.

Le déclin de l'agriculture s'accompagne de son lot de conséquences néfastes pour l'ensemble de la société haïtienne, et ceci, pendant et après la Covid-19; d'où la nécessité d'une relance de la production nationale.

D'aucuns pensent que la sauvegarde de l'économie ne passe que par les grandes plantations, mais ce n'est pas le cas, les petites relèvent d'une grande importance également, surtout dans le contexte actuel dont la population commence à ne pas pouvoir se nourrir.

C'est là qu'interviennent les paysans.

Relancer la production nationale certes, mais comment faire?

«Le meilleur expert ne pourra pas créer un grand impact si les conseils sont ignorés par le Ministère de l'Agriculture haïtienne.» (Joseph Dejoie)

La présence de l'État (son engagement) est importante dans le développement de l'agriculture haïtienne. Il doit encourager les paysans en appliquant un ensemble de mesures dans le but de contribuer dans la satisfaction des besoins alimentaires de la population.

1) En agriculture, il faut faire des choix. L'on ne peut pas tout produire vaguement. L'État devrait faire des choix rationnels pour savoir quel type de produit est prioritaire pour le pays. Ce, afin d'introduire des incitatifs et des encadrements spécifiques pour encourager la production dans la filière définie.

2) L'État doit mettre en place des institutions qui accorderont aux agriculteurs des crédits agricoles. Puisque l'absence de banque agricole dans les milieux ruraux représente un fléau pour le développement de l'agriculture haïtienne. Dans une politique agricole adaptée à la situation actuelle des paysans, l'État doit rendre aussi le crédit effectivement accessible aux petits paysans producteurs. Il doit poser les principaux jalons qui

pourraient faciliter la productivité agricole afin de répondre aux besoins alimentaire de toute la population. L'État doit alors promouvoir la formation d'entreprise agricole et industrielle, en particulier des coopérations qui doivent contribuer à l'augmentation de la production nationale. Puis, il doit accorder des prêts à court, moyen et long terme destiné au développement de la production agricole et industrielle. De ce fait, L'État doit alors favoriser la création d'autres instituts portant la main forte au développement agricole.

3) L'État doit favoriser également le développement et la production de certains produits alimentaires importés actuellement. Il doit beaucoup plus intéresser à la production alimentaire consommée à l'intérieur du pays au lieu d'orienter l'agriculture vers l'extérieur c'est-à-dire une agriculture extravertie.

4) D'autres en plus l'État doit mettre en place des institutions qui doivent intervenir dans les conflits terriens et pour redistribuer les terres. La terre est le principal moyen de production pour les paysans. En fait, une bonne distribution des terres aux paysans sans y être contraint est le meilleur moyen d'augmenter la production agricole.

5) L'État doit protéger le prix des produits agricoles haïtiens sur les marchés locaux. Cela peut favoriser l'épargne des agriculteurs haïtiens. Il doit revaloriser le revenu des paysans. En fait, L'État doit supprimer tous les prélèvements abusifs qui empêchent les paysans à maximiser leur productivité. Une élimination des taxes sur les produits agricoles cultivés par les paysans haïtiens peut encourager vivement ces derniers à augmenter leur productivité.

6) L'éducation des paysans haïtiens est un facteur qui peut aider à augmenter la production agricole. Ces derniers temps on constatait des variations, des changements qui sont liés à la température. Or l'agriculture haïtienne repose presque totalement sur le traditionalisme ou les coutumes. Parce qu'elle est issu de l'ensemble des connaissances rudimentaires et traditionnelles partageaient par les ancêtres cultivateurs. Ce qui est la cause certaines fois des pertes énormes auprès des paysans surtout à l'heure actuelle avec le phénomène du réchauffement

climatique. Cette formation peut donner aux paysans les nouvelles techniques agricoles et les aider à s'adapter aux effets de l'environnement.

On doit les éduquer avant tout processus de financement louable, car le financement ne fera pas un miracle avec des terres non irriguées, de faibles niveaux de mécanisation et avec l'absence de formations techniques pour les paysans.

Il faut agir, le pire est à venir !

Don Waty BATHELMY

Économiste. Blogueur.

donwatybathelmy@gmail.com

BM : 159 millions us pour améliorer la connectivité du transport aérien dans les caraïbes



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Le groupe de la banque mondiale (BM) a octroyé 159 millions de dollars à Haïti et trois pays des Caraïbes pour améliorer la connectivité du transport aérien, peut-on lire dans un communiqué de presse publié le jeudi 28 mai 2020.

Ce montant de 159 millions de dollars va servir pour financer d'une série de Projets de connectivité du transport aérien régional des Caraïbes dans quatre pays. « Haïti, la Dominique, la Grenade et Sainte-Lucie sont les Etats insulaires bénéficiaires de ces projets visant à renforcer la connectivité régionale en améliorant la sécurité du transport aérien et la résilience des infrastructures aéroportuaires face aux catastrophes naturelles », lit-on.

Selon ce communiqué, ces projets comprennent

des financements de l'Association Internationale de Développement (IDA) à hauteur de 13 millions de dollars pour la Dominique, 17 millions de dollars pour la Grenade, 84 millions de dollars pour Haïti et 45 millions de dollars pour Sainte-Lucie. Ces projets sont financés par l'IDA, a-t-on ajouté.

En outre, ce communiqué a précisé qu'Haïti recevra un don, et les trois îles des Caraïbes orientales recevront un financement concessionnel assorti d'une échéance de 40 ans, incluant une période de grâce de dix ans. « En Haïti, le projet modernisera des infrastructures de transport aérien et favorisera des améliorations essentielles en ce qui concerne la sécurité, la résilience et la surveillance réglementaire, » a indiqué la directrice des opérations de la Banque mondiale pour

Haïti, Anabela Abreu. « Le projet joue un rôle important dans les efforts de redressement face à la pandémie de COVID-19, étant donné que l'économie haïtienne bénéficiera d'une connectivité et d'une résilience renforcées », poursuit-elle.

Les investissements en infrastructure incluent la réhabilitation de la piste au Cap Haïtien, la construction d'une voie de circulation à Port-au-Prince, l'installation de systèmes modernes de suivi et de contrôle du trafic aérien, ainsi que l'amélioration des systèmes de drainage des aéroports afin de réduire les risques d'inondation. L'assistance technique couvrira quant à

elle la formation professionnelle et des mesures visant à encourager l'emploi des femmes dans le secteur du transport aérien.

En Haïti, le projet vise par ailleurs à renforcer la sécurité opérationnelle, améliorer la navigation et accroître la résilience des infrastructures aux catastrophes naturelles afin d'assurer la continuité des chaînes d'approvisionnement essentielles et des services d'urgence sanitaire.

Votre publicité ici



Carl Daniel Jean Louis

GRAPHIC DESIGNER

**APPELEZ MAINTENANT
+(509) 4811 93 34**

JE SUIS VOTRE GRAPHIC DESIGNER

- ✓ Logo
- ✓ Flyers
- ✓ Banners
- ✓ Illustration
- ✓ Cartes de Visite
- ✓ Badges
- ✓ Brochures
- ✓ Social Media Design
- ✓ Book cover



Votre design aussitôt que possible!